

Louise Arbour, le droit devant soi

Ne manquez pas l'occasion d'entendre ce soir l'ancienne haut-commissaire de l'ONU pour les droits de l'homme. La magistrate canadienne intervient dans le cadre des festivités marquant les 450 ans de l'Université de Genève.

ANDRÉS ALLEMAND

Rappelez-vous. L'inculpation controversée de Slobodan Milosevic, en pleine guerre du Kosovo, c'était elle. Ce 27 mai 1999, il y a bientôt dix ans, Louise Arbour devenait la vedette incontestée du droit international. La célébrité ne convenait certes pas à Madame le procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Mais elle contribua à ce qu'elle puisse occuper, de 2004 à 2008, un

poste des plus exposés: haut-commissaire de l'ONU pour les droits de l'homme.

Comment celle qui rêvait de «vivre à New York, à Paris ou à Londres» a-t-elle fini à Ottawa, à La Haye et à Genève? «Par hasard», aime-t-elle répondre. On

se permet d'en douter. Née à Montréal en 1947, elle a fait ses écoles dans un pensionnat catholique puis s'est rapidement fait remarquer après ses études de droit par un parcours brillant. Brillant et souvent détonnant. Elle se fait un nom en tant que professeur puis doyen à la Osgoode Hall Law School de Toronto, puis comme juge à la Cour suprême de l'Ontario en 1987. Elle est la première femme à occuper ce poste. Et le premier



francophone. En 1995, elle prend la tête d'une enquête sur la prison pour femmes de Kingston. Résultat: elle épingle les autorités.

Bataille contre Bush

Un an après, en 1996, on la retrouve à La Haye, nommée procureur des deux Tribunaux pénaux internationaux (TPI): pour l'ex-Yougoslavie et pour le Rwanda. Elle n'y restera que trois ans. Et sera remplacée par une certaine... Carla Del Ponte.

Pourquoi part-elle? Pour être juge à la Cour suprême du Canada. Où elle s'illustre encore... en se retirant. Une première dans l'histoire du pays. Mais elle a une excuse: l'ancien patron de l'ONU, Kofi Annan, la prie de devenir haut-commissaire

pour les droits de l'homme,

après la mort de Sergio Vieira de Mello, tué en août 2003 dans l'attentat contre les Nations Unies à Bagdad.

Voilà ce qui a amené Louise Arbour à occuper un bureau au Palais Wilson. Et à vivre quelque temps dans une vieille grange de Pregny, d'où elle admirait le Jura, une vue «magique» dans cette «lumière argentée».

Las. Il y a un an, le 8 mars, elle annonçait, à 61 ans, qu'elle ne briguerait pas un nouveau mandat et partirait à l'été. Peut-être un peu usée par la bataille frontale menée contre les dérives de l'administration Bush. Mais ne lui demandez surtout pas ce qu'il restera de son empreinte. Des années après l'inculpation de

Milosevic, elle répondait encore: «Je n'ai rien fait d'extraordinaire.»

→ Louise Arbour s'exprimera ce soir à Uni Dufour, de 18 h 30 à 20 h, dans le cadre des Grandes conférences organisées pour le 450e anniversaire de l'Université de Genève.

Bio-express

■ **10 février 1947**: naissance de Louise Arbour à Montréal.

■ **Décembre 1987**: nommée juge à la Cour suprême de l'Ontario.

■ **Printemps 1996**: procureur du Tribunal pénal international (TPI) pour l'ex-Yougoslavie et de celui pour le Rwanda.

■ **27 mai 1999**: inculpation de l'ancien président serbe Slobodan Milosevic, en pleine guerre du Kosovo.

■ **15 septembre 1999**: juge de la Cour suprême du Canada.

■ **1er juillet 2004**: haut-commissaire de l'ONU pour les droits de l'homme.

■ **30 juin 2008**: retraite méritée. (aa)